



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

Politique monétaire, accumulation et luttes des classes.

La Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) ont décidé à quelques jours d'intervalle d'augmenter leurs taux directeurs : le 10 septembre, la BCE a relevé les siens de 0,25 point à compter du 16 septembre (entre 2,5% et 2,90%) et la Fed, de la même manière (+0,25 point) pour des taux directeurs compris entre 3,75% et 4%.

Ces décisions techniques renchérissent les coûts d'exploitation des banques commerciales en termes de refinancement en monnaie centrale qui seront bien évidemment facturés à leurs futurs débiteurs avec des conditions de prêts plus onéreuses.

Le seul argument pour justifier cette hausse, utilisé des deux côtés de l'Atlantique, a trait aux tensions inflationnistes car selon la BCE, l'inflation globale devrait atteindre en moyenne 3% en 2026, avant de ralentir à 2,5 % en 2027 et 2,1 % en 2028. Du côté de la Fed, le nouveau patron (nommé par le président Trump) a évoqué la nécessité d'atteindre un objectif d'inflation de 2% (objectif manqué depuis 5 ans...) alors que le dernier indice de juillet fait état d'une inflation à 3,7%.

Selon les termes imaginés des banquiers centraux, l'inflation en augmentation serait l'indice d'une économie en « surchauffe », il convient donc de le « refroidir » par un durcissement des conditions de prêts. Moins de demande (en biens d'investissement et de biens de consommation durable) face à une offre à la peine permettrait une hausse moindre des prix. Sous une apparence de pensée profonde et de sophistications techniques, finalement, le niveau de raisonnement s'établit quelque part entre des échanges « érudits » du café du commerce et un cours à l'économie pour débutant.

Il faut aussi saluer la performance de la BCE en capacité de prédire l'inflation en 2027 et 2028, sans doute a-t-elle connaissance de quelques informations confidentielles au sujet du débouchage des détroits maritimes stratégiques. Bref, tout cela est d'une profonde stupidité ou alors et c'est notre hypothèse poursuit de tout autre objectif que ceux affichés.

D'abord, cette hausse des taux directeurs est une « mauvaise » nouvelle pour les États avec un renchérissement des conditions d'endettement, dont les premiers bénéficiaires seront les créanciers, cela va sans dire mais va mieux en le disant. A savoir, le secteur financier et les classes fortunées plaçant leur économie en titres d'État, rapportant donc plus. Pour autant, comme l'inflation ne ralentit pas, ils sont au moins rassurés quant au maintien du taux réel de rendement de leurs placements (taux corrigé de l'inflation). Du côté des salariés, il n'est pas certain que leur salaire réel (souvent dénommé de manière bien problématique « pouvoir d'achat ») ne s'érode faute d'augmentation suffisante.

De fait, une augmentation des taux d'intérêt directeur en « refroidissant » l'activité économique, douche les espérances d'une croissance économique vigoureuse et par suite de création de poste de travail et d'augmentation de salaire. Dans le cas de la France, par exemple, avec des perspectives de croissance à 0,5% pour 2026, clairement, la décision de la BCE est des plus malvenue. Par ailleurs, moins d'activités économiques signifie des recettes fiscales moins importantes et en conséquence, d'un difficile rééquilibrage des comptes publics et donc une augmentation du déficit public, un accroissement de la dette... tournez manèges !!!

Face à cette morosité, l'actualité des marchés boursiers redonne du baume au cœur car les nouvelles sont bonnes. Certes, un léger fléchissement s'est fait jour à la Bourse de New-York à l'annonce du resserrement de la politique monétaire, du fait de perspective de croissance économique réelle moins brillante. Mais comme le dit si bien

l'agence Reuter dès le 17 septembre, la Bourse new-yorkaise a bien « digéré » l'annonce de la Fed avec sa décision à l'unanimité de ses membres, montrant, si besoin était, leur cohérence, ceci a soulagé le marché (sic).

A ces petits nuages, comme dit précédemment, les nouvelles sont bonnes et même pour la France, championne d'Europe de versements de dividendes au deuxième trimestre de cette année (61 milliards d'€ pour les entreprises du CAC 40). Cela représente 4 fois l'accroissement de PIB prévu pour 2026. Cette comparaison illustre le décrochage entre un bas taux de profit du système capitaliste dans les frontières nationales (avec +0,5% de croissance de PIB, il n'est guère possible de l'envisager autrement) et la capacité du capitalisme à base nationale à développer des investissements mondiaux pour maintenir leur taux de profit. Il s'agit ici d'une cause peu commentée de la désindustrialisation de notre pays.

Globalement, malgré la conjoncture économique perturbée par les guerres en cours, les distributions mondiales de dividendes ont atteint des records au premier trimestre 2026 (+6,7% par rapport à 2025, au-dessus de la moyenne de long terme). Ces dividendes, de la plus-value monétarisée, sont en grande partie réinvestis. La politique monétaire, notre premier sujet, influence le choix des actionnaires pour le placement de leurs gains (dont une part minime est consacrée à la consommation). Clairement, une hausse des taux d'intérêt directeur devrait drainer une partie de ces fonds vers des placements mieux rémunérés et sans risques (les bons du Trésor français ne présentent aucun risque) au détriment des portefeuilles d'actions et du réinvestissement dans l'entreprise.

Même si nous ne disposons d'aucun élément quantitatif, cela paraît clair, la politique monétaire restrictive suivie détourne également une partie des fruits de l'accumulation de l'investissement dans la sphère réelle (en opposition à la sphère financière). Et par voie de conséquence, freine l'accumulation sauf mesures complémentaires en termes de politique salariale notamment.

De toutes ces considérations, il apparaît que les Banques centrales « indépendantes » (du pouvoir politique), sont au cœur du dispositif d'accumulation capitaliste car elles sont au cœur précisément de ses propres contradictions : la nécessité de créer les conditions les plus favorables à l'accumulation et la nécessité de préserver la profitabilité de son principal mandat, le secteur financier, c'est-à-dire sa capacité à prélever sa part dans l'accumulation.

Sous une apparence de technicité sophistiquée, la politique monétaire demeure tout autant politisée que la politique budgétaire des États. La suppression de la souveraineté monétaire des États de la zone euro cadennasse toute velléité de remise en cause de l'ordre capitaliste européen, rebaptisé sous l'aimable dénomination d'« économie de marché ». Il existe ici un enjeu majeur de lutte des classes, celui-ci ne doit pas être traité à la légère et noyer dans les flots obscurs du débat politicien.